

REDÉPLOIEMENT MILITAIRE ISRAËLIEN

Sharon notifie son plan à Bush



Reprenant l'initiative pour repousser la paix, Ariel Sharon souhaite redéployer Tsahal à l'abri du « mur ». Présentée comme un « retrait », cette manœuvre achève l'annexion de territoires palestiniens. Elle a pour but d'empêcher toute communication entre la Cisjordanie et Gaza pour fractionner un éventuel futur État palestinien. Elle s'accompagne de mesures visant à séparer les populations selon des critères religieux. Décidé unilatéralement, ce plan a été notifié par le général Sharon au président Bush alors que celui-ci, en pleine campagne électorale, n'est pas en position de s'y opposer.

page 2

« L'ingérence démocratique » ou la guerre

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Dans le contexte de remise en question de la tactique des faucons et de soulèvement en Irak, des responsables du German Marshall Fund, plaident dans *Le Monde* pour la création à Washington et à Bruxelles d'un secrétaire et d'un commissaire à la Promotion de la démocratie. Ces nouveaux départements piloteraient la démocratisation du « Grand Moyen-Orient ». Ce projet est le nouvel avatar de la Communauté des démocraties inventée par le département d'État.

page 7

REPÈRE : 15 AVRIL 1591

Songhaï, la fin d'un empire africain

Après trois jours de bataille à Tondibi, au Mali, les soldats marocains du Cheikh Ahmed mettent en déroute les troupes du Roi Mohammed Touré. La légendaire ville de Tombouctou, carrefour des caravanes et haut-lieu de l'empire africain des Mali est pillée, ses mosquées et écoles détruites. C'est la fin du plus vaste et plus puissant empire africain du moyen-âge, le royaume de Songhaï, fondé par le célèbre Sundiata, le « Roi Lion », et qui rayonna pendant près de 300 ans en Afrique de l'Ouest, apportant une organisation politique et économique à la région. Les rois Mali et Songhaï développent des écoles d'administration pour former des cadres tandis que le roi Askia Mohammed Toure utilise la richesse des mines de sel et d'or pour créer des organismes de crédit aux marchands et pour planifier l'agriculture. Mais les divisions internes minent le royaume qui déclinera jusqu'à sa chute face au Maroc. ■



MANIPULATION

À l'issue de 10 mois d'enquête, la chaîne franco-allemande Arte a produit une émission de trois heures pour stigmatiser nos analyses des attentats du 11 septembre 2001 et notre campagne internationale pour la création d'une Commission d'enquête sous l'égide de l'ONU. À défaut d'arguments raisonnables à nous opposer, la chaîne s'est concentrée sur une mise en cause personnelle de Thierry Meyssan. Mais ne trouvant pas non plus de critiques précises à émettre, Arte a multiplié les erreurs factuelles et les amalgames pour tenter de le discréditer à travers ses relations et ses lecteurs. En définitive, la chaîne publique, renonçant à tout débat de fond, a renvoyé les téléspectateurs qui espéraient des réponses concrètes aux questions posées par *L'Effroyable imposture*, à un ouvrage polémique, *L'Effroyable mensonge*, dont on jugera la valeur au regard de sa condamnation pour diffamation (XVIIe Chambre du TGI de Paris, 15 décembre 2003). ■

Redéploiement militaire israélien

Sharon notifie son plan à Bush

Reprenant l'initiative pour repousser la paix, Ariel Sharon souhaite redéployer Tsahal à l'abris du « mur ». Présentée comme un « retrait », cette manœuvre achève l'annexion de territoires palestiniens. Elle a pour but d'empêcher toute communication entre la Cisjordanie et Gaza pour fractionner un éventuel futur État palestinien. Elle s'accompagne de mesures visant à séparer les populations selon des critères religieux. Décidé unilatéralement, ce plan a été notifié par le général Sharon au président Bush alors que celui-ci, en pleine campagne électorale, n'est pas en position de s'y opposer.



Ariel Sharon à la Maison-Blanche, le 14 avril 2004

Le plan de retrait unilatéral israélien est avant tout une réaction du gouvernement Sharon aux divers plans de paix. A l'automne 2003, les accords de Genève, élaborés par Yossi Beilin et Yasser Abed Rabo, rencontrent une large audience au niveau international. Ce plan de partage, fruit de plusieurs mois de négociations, ne reconnaît certes pas le « *droit au retour* » des réfugiés palestiniens, ce qui compromet gravement sa viabilité, mais il a le mérite de montrer qu'une issue diplomatique est possible. Coincée entre la Feuille de route, qui ne mène nulle part, et l'Accord de Genève, qui prouve l'existence d'une volonté palestinienne de négocier, l'administration Sharon se doit de réagir. C'est le vice-Premier ministre israélien, Ehud Olmert, qui prend publiquement l'initiative, début décembre 2003 : selon lui, en l'absence d'interlocuteur palestinien crédible, il revient à Israël de trouver seul une solution au différend

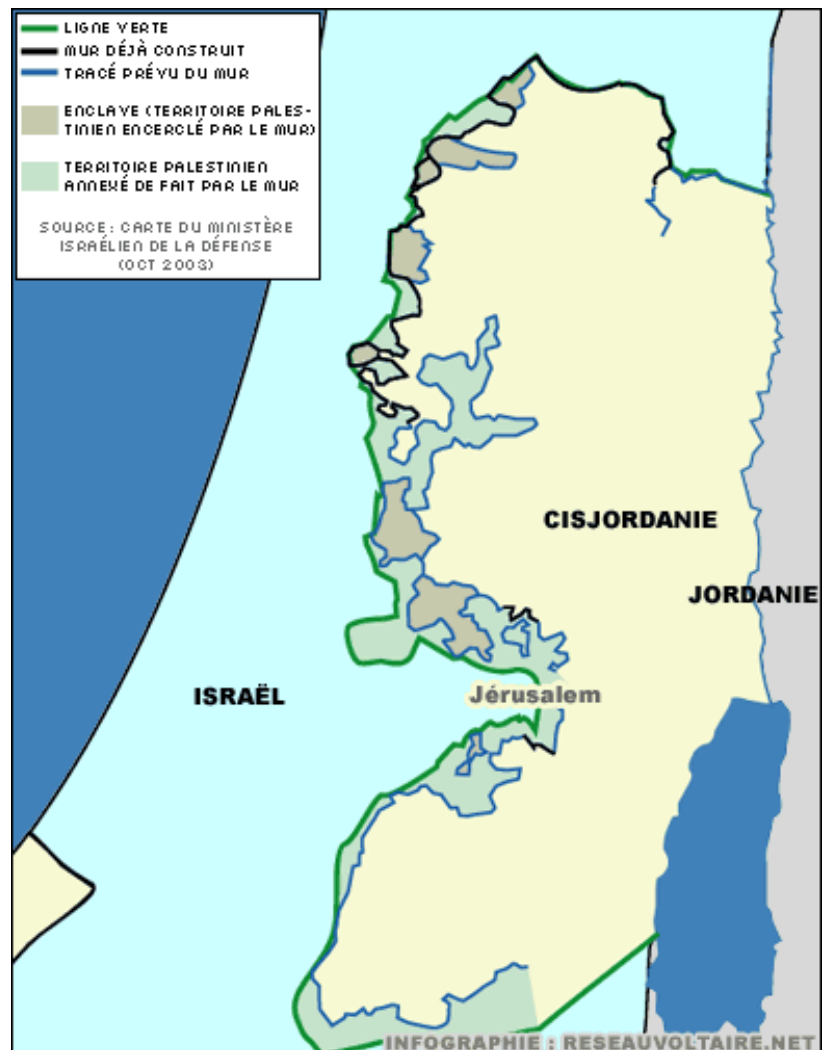
territorial qui l'oppose à son « *voisin* ». « *Nous devons fixer une frontière, une ligne de séparation avec les Palestiniens (...) Nous approchons du moment de vérité* » [1]. Ce plan prévoit un « *retrait unilatéral* » des troupes israéliennes d'une partie des territoires occupés et de certaines colonies, ainsi que le démantèlement de plusieurs avant-postes illégaux.

Le projet suscite immédiatement de violentes oppositions au sein du Likoud et des communautés de colons, qui organisent, le 11 janvier 2004, une manifestation de plus de cent mille protestataires. Le plan d'Ariel Sharon représente en effet pour eux un obstacle au projet d'annexion totale des territoires occupés, et à l'expulsion de ses habitants dans le cadre d'un gigantesque « *transfert* » de population. Cette idée, qui a été formulée par le général Rehavam Zeevi, fondateur du parti Moledet, a ensuite été reprise par Benyamin Netanyahu, actuel ministre des Finances : en 1989, l'homme d'État du Likoud avait regretté, lors d'une conférence, qu'Israël n'ait pas profité du moment où l'attention internationale était concentrée sur la répression en Chine pour expulser massivement les Palestiniens. Aux États-Unis, l'idée du « *transfert* » a été intégrée dans le plan Perle de remodelage du Proche-Orient, remis par Richard Perle, alors conseiller de Benyamin Netanyahu et actuel conseiller de Donald Rumsfeld. Un temps envisagé à la faveur de l'invasion de l'Irak, ce plan a été écarté par l'administration Bush, sous la pression de Colin L. Powell.

Cette colère des colons est justifiée. Loin de s'inscrire dans le cadre d'une politique typique du Likoud, le plan de retrait unilatéral ne prévoit pas d'annexer de nouveaux territoires. Il vise au contraire à satisfaire les « *colombes sécuritaires* » de la gauche israélienne, qui refusent tout compromis avec l'Autorité palestinienne, mais souhaitent la fin des affrontements. En revenant de manière définitive aux frontières de 1967, l'État d'Israël aurait trouvé une manière forte de résoudre unilatéralement le conflit une fois pour toute, tout en conservant des territoires palestiniens selon le plan de 1948. Cela eut été une victoire militaire, donc, mais aussi diplomatique, puisque le plan aurait pu rallier de grandes puissances mondiales. Le tout en rangeant au placard le fameux « *droit au retour* » dont Tel Aviv ne veut pas entendre parler.

L'habillage communicationnel est excellent. Il rappelle pourtant celui de projets bien plus contestés, notamment celui du fameux « *transfert* », évoqué plus haut. Comme l'écrit Amira Haas, journaliste à *Ha'aretz*, « *L'"initiative de transfert" se présente comme une solution défensive, une "réponse humaine" à une situation sans autre issue* » [2]. C'est également le cas du plan de retrait unilatéral qui est présenté comme une réponse à la multiplication des attentats et à l'impossibilité de négocier avec l'Autorité palestinienne, qui ne serait plus un « *partenaire pour la paix* ». Surtout l'expression « *retrait* » donne l'impression d'une concession généreuse alors qu'elle désigne un redéploiement militaire visant à confirmer une annexion. Lors de sa rencontre avec Condoleezza Rice, Dov Weisglass, directeur de cabinet d'Ariel Sharon, décrit les plans de l'administration Sharon à la conseillère nationale pour la sécurité états-unienne, comme devant s'aligner sur une « *ligne de sécurité* ». Selon lui, le plan ne comprend pas d'annexions de territoires et devrait permettre d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens en leur créant de nouveaux points de passage, ce qui augmentera leur liberté de mouvement [3].

Face à la levée de boucliers déclenchée par l'annonce d'Ehud Olmert dans le camps des colons et des membres du Likoud, Ariel Sharon va progressivement revoir sa copie et modifier son projet, dans la forme et dans l'esprit. Débordé sur sa droite par des hommes tels que Benyamin Netanyahu et Israël Katz, il est de plus fragilisé par la multiplication de scandales politico-financiers le mettant en cause, lui et ses fils [4]. Le plan de retrait devient alors un moyen pour Ariel Sharon de donner des gages de bellicisme à ses soutiens politiques, en permettant à Israël de s'assurer le contrôle d'une bonne partie des territoires occupés, tout en se retirant des zones les moins défendables. Ariel Sharon fixe une ligne pour délimiter l'ampleur des manœuvres militaires : ce sera le « *mur de séparation* », qui permet à l'État hébreu d'annexer de façon concrète et en toute illégalité, une importante « *zone tampon* » qui consolide sa position stratégique.



Les promesses de non-annexion ne sont alors plus qu'un leurre : certes, le plan d'Ariel Sharon ne prévoit pas de nouvelles annexions, mais il vise à conforter celles déjà réalisées. La preuve la plus évidente est le tracé du mur, qui ne suit absolument pas la Ligne verte. Celle-ci, qui correspond à la frontière de 1967 (avant la guerre des six jours), est pourtant la moins éloignée de la légalité internationale. Le mur va bien au-delà, empiétant un peu partout sur les territoires occupés, sous prétexte de protéger les colonies implantées. Son édification suscite donc l'inquiétude de la communauté internationale, qui cherche à éviter l'embrasement. Mais le soutien de Washington à Ariel Sharon

neutralise toute pression sur celui-ci.

Tout au plus est-il possible d'arracher quelques maigres concessions : l'armée israélienne se retirerait de la bande de Gaza et évacuerait 21 colonies de cette région, où vivent environ 8000 Israéliens ; en Cisjordanie, seules quatre implantations mineures seraient démantelées. Le prix à payer pour décider des futures frontières est donc minime. Les soldats israéliens ne sont pas contraints de se retirer des territoires occupés, mais de se redéployer le long de la Ligne verte, ou plutôt de la « *ligne de sécurité* » qui correspond au tracé du mur. Tsahal abandonne ainsi ses positions les plus vulnérables, et concentre ses forces autour de la nouvelle frontière d'Israël, qui grignote d'importantes parcelles de territoires palestiniens. Le tout en continuant de revendiquer le droit d'intervenir militairement en Cisjordanie, sous couvert de lutte contre le terrorisme ou de lutte contre le trafic d'armes. Ce qui est militairement bien plus confortable.

Sur le plan politique, la construction du mur et le positionnement de l'armée sur ses positions font d'Israël un territoire infranchissable, ce qui permet d'opérer une scission définitive entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. La continuité territoriale étant rompue, elle réduit à néant la possibilité de création d'un État palestinien. La solution à deux États a vécu, place à la solution à trois États : d'un côté la Cisjordanie, morcellée au gré du tracé du mur, de l'autre la bande de Gaza, coincée entre la mer et Israël. Ce qui permet d'envisager un morcellement du pouvoir palestinien : à Yasser Arafat et à l'OLP reviendrait la Cisjordanie, tandis que des organisations militantes armées pourraient s'octroyer la gestion de la bande de Gaza. Cette solution ne peut pourtant être mise en œuvre qu'avec l'accord d'Israël. Il reviendrait donc à l'État hébreu de désigner qui, sur place, a l'autorité pour gouverner. L'assassinat du cheikh Ahmed Yassine par Tsahal, en mars 2004, pourrait participer d'un projet plus vaste visant à sélectionner son successeur par intimidation ou élimination physique des candidats.

La visite d'Ariel Sharon à Washington, où il doit rencontrer notamment Condoleezza Rice et George W. Bush, doit lui permettre d'obtenir les gages d'un soutien états-unien, avant de soumettre son plan au comité central du Likoud, à la fin avril. La conjoncture lui est particulièrement favorable : en période électorale, les responsables politiques états-unis ne manquent pas de surenchérir en matière de soutien à Israël. D'ores et déjà, le président George W. Bush a écrit au Premier ministre Ariel Sharon que les États-Unis ne demanderaient pas à Israël de se retirer sur la Ligne verte, Washington se disant prêt à prendre en compte les « *réalités démographiques* ». Cet euphémisme renvoie en réalité à la conception commune aux faucons israéliens et états-unis selon laquelle Israël devrait être un État juif, au sein duquel les minorités n'ont pas leur place, et notamment les minorités arabes, pour lesquelles les obstacles administratifs se multiplient lorsqu'ils cherchent à obtenir la nationalité israélienne. L'autre problème est que la vision états-unienne ne prend pas en compte la « *réalité démographique* » palestinienne : cette population en pleine expansion se voit contrainte de rester, de plus en plus nombreuse, sur un territoire de plus en plus restreint. Ce qui n'ira pas sans poser de problèmes à long ou à moyen terme. Par ailleurs, la conception d'Israël comme « *État juif* » incite les dirigeants israéliens à s'attaquer aux quelques Juifs et Israéliens qui, favorables à la cause palestinienne, vivent aujourd'hui

dans les territoires occupés. L'appartenance à Israël et la nationalité se fonderaient, selon cette vision, sur l'identité juive définie par des critères religieux et culturels.

Alors que les relations internationales connaissent une période d'instabilité jamais éprouvée jusqu'alors, les États-Unis et Israël s'apprêtent donc à imposer une solution militaire injuste au peuple palestinien. Plus de cinquante ans de diplomatie et de négociations se retrouveraient balayés du fait de la fragilité politique d'un dirigeant israélien traqué par la justice et d'un président sortant qui cherche tous les moyens pour poursuivre sa politique néo-conservatrice dans le monde.

[1] « **Le projet de retrait des territoires occupés soulève une polémique dans la majorité** », *Regards du Proche-Orient*, 9 décembre 2003.

[2] « **Ces Israéliens qui rêvent de "transfert"** », par Amira Haas, *Monde Diplomatique*, février 2003.

[3] « **Le directeur de cabinet d'Ariel Sharon présente le plan unilatéral de retrait à Condoleeza Rice** », *Regards du Proche-Orient*, 23 janvier 2004.

[4] « **La démocratie israélienne emportée par la corruption** », par Paul Labarique, *Voltaire*, 29 janvier 2004.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

« L'ingérence démocratique » ou la guerre

Analyse

Yossi Alpher, qui milita pour le retour aux frontières de 1967 et leur fermeture, dénonce la trahison par Sharon du plan de retrait unilatéral. En modifiant le sens de cette proposition, le Premier ministre a trouvé un nouveau moyen de repousser la paix, remarque-t-il dans l'*International Herald Tribune*.

Son point de vue est partagé par Robert Malley, ancien négociateur de Bill Clinton au Proche-Orient, dans *Le Monde*. À défaut de pouvoir s'opposer à cette manœuvre, la communauté internationale devrait veiller à ce qu'elle ne tourne pas au drame, notamment en évitant une fragmentation de la Palestine en deux micro-États.

Elwood McQuaid, directeur de Friends of Israël, interprète dans le *Jerusalem Post* l'affaire des jeunes kamikazes palestiniens au regard de la Bible. Reprenant à son compte les informations, démenties depuis, selon lesquelles des kamikazes arrêtés auraient eu 11 et 14 ans, il accuse Yasser Arafat d'avoir rétabli le sacrifice des enfants au Dieu Moloch. Rappelons à ce sujet, qu'à l'issue de soixante ans de combats, les deux parties au conflit recourent à des adolescents-soldats en fixant l'âge de l'engagement militaire à 16 ans.

Bob Kerrey, membre de la Commission d'enquête « indépendante » sur le 11 septembre, justifie dans l'*International Herald Tribune* les questions qu'il a posées à Condoleezza Rice. Il en profite pour prendre position pour une guerre contre les extrémistes et contre la guerre au terrorisme. Cependant, on notera l'aveuglement d'une partie de ses analyses lorsqu'on relèvera qu'il dénonce le

début de guerre civile en Irak, alors que l'on assiste au contraire à la création d'une union sacrée des Irakiens contre l'occupant.

Dans ce contexte de remise en question de la tactique des faucons, des responsables du German Marshall Fund, un organe para-étatique de l'atlantisme, plaident dans *Le Monde* pour la création à Washington et à Bruxelles d'un secrétaire et d'un commissaire à la Promotion de la démocratie. Ces nouveaux départements piloteraient la démocratisation du « Grand Moyen-Orient ». Ce projet est le nouvel avatar de la Communauté des démocraties inventée par le département d'État pour coaliser tous ses alliés. Quant au « Grand Moyen-Orient », c'est un espace géographique mal défini où pourrait s'appliquer un ancien plan par lequel des Israéliens entendaient « façonner » leur environnement.

Salim Lone, ancien porte-parole de l'ONU à Bagdad, souligne dans le *Guardian* qu'en Irak, ce n'est pas le peuple qui s'oppose à la démocratie, mais les États-Unis. Il s'inquiète aussi du discrédit qui frappe l'ONU aux yeux des Irakiens. En proposant un report des élections et, par voie de conséquence, la prolongation ou le renouvellement d'un Gouvernement provisoire mis en place par la Coalition, Lakdhar Brahimi est apparu anti-démocrate et pro-états-unien. Désormais, il sera difficile à l'Organisation de restaurer sa légitimité.

Louis J. Freeh, ancien directeur du FBI, se dédouane de toute responsabilité dans les attentats du 11 septembre. Dans le *Wall Street Journal*, il affirme avoir tout tenté pour lutter contre le terrorisme, mais ne pas avoir disposé des moyens financiers et juridiques dont il avait besoin et qui n'ont été donnés à son service qu'ultérieurement par l'*USA Patriot Act*. À ce propos, il serait intéressant de savoir plus précisément si les requêtes législatives de M. Freeh avaient été rédigées ou non. En effet, le *Patriot Act* est un texte assimilable par son volume et son extrême complexité à un Code antiterroriste. Sa préparation a dû nécessiter des mois, voire des années de travaux, et l'on s'explique mal qu'il ait pu être présenté tout ficelé quelques jours seulement après les attentats.

Frank J. Gaffney Jr., le coordinateur des faucons, tire de nouvelles leçons des attentats du 11 septembre dans le *Washington Times*. Dans une série de tribunes dont nous avons précédemment rendu compte, il trouvait dans ces attentats des confirmations de la justesse de ses thèses antérieures sur la lutte contre le terrorisme, la défense anti-missiles, la guerre des civilisations, et le péril chinois. Il ajoute aujourd'hui le *Patriot Act* à cette longue liste, alors que sa durée de validité doit être prorogée l'an prochain et que les « gauchistes » du Parti démocrates et les libertariens du Parti républicains en demandent l'abrogation.

Réseau Voltaire

Yossi Alpher

Ancien officier du Mossad, Yossi Alpher est co-rédacteur de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org. Il est membre du comité exécutif du Council for Peace and Security, une organisation qui a été la première à demander que soit construit un mur autour des territoires palestiniens suivant la « Ligne verte ».

« Attention aux cadeaux d'Ariel Sharon »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Beware of Ariel Sharon bearing gifts », par Yossi Alpher, *International Herald Tribune*, 13 avril 2004.

Ariel Sharon vient cette semaine aux États-Unis pour obtenir la bénédiction de Washington pour son plan de retrait unilatéral de Gaza. En soi-même, ce désengagement est une bonne chose, mais il apparaît pour beaucoup d'observateurs non pas comme un plan « d'abord Gaza » mais « seulement Gaza ».

Comme pour un État palestinien, la « feuille de route » et la barrière de séparation, Sharon a adopté une bonne idée et l'a modifiée pour faire avancer ses demandes territoriales contre-productives. Le retrait des territoires et la barrière ont d'abord été soutenus par les « colombes sécuritaires » qui, reconnaissant qu'il n'y avait pas de partenaires palestiniens pour la paix. Ils souhaitent réduire la présence militaire dans les territoires et les attentats suicide et veulent conserver le caractère juif et démocratique d'Israël. La barrière devait suivre le tracé de la frontière de 1967.

Sharon a détourné ce plan pour des objectifs politiques, pas de sécurité. C'était pour lui un moyen de faire attendre les Israéliens et de réagir avant que la communauté internationale ne fasse d'autres proposition allant plus loin. Aujourd'hui, Sharon veut que Washington lui donne l'assurance qu'il peut continuer sans discuter de la question des réfugiés ou d'un retour aux frontières de 1967. Le retrait israélien sans discussion avec l'OLP pourrait laisser Gaza dans les mains du Hamas et si **George W. Bush** donne son accord, Sharon l'interprètera comme une justification pour geler le processus de paix.

Robert Malley

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

« L'énigme Sharon »

Source : Le Monde

Référence : « L'énigme Sharon », par Robert Malley, *Le Monde*, 13 avril 2004

Alors qu'**Ariel Sharon** a été le principal architecte des colonies de peuplement, le voilà en passe d'évacuer la bande de Gaza. Les pressions américaines n'ont rien à voir là-dedans puisque c'est lui qui aujourd'hui vient quémander un soutien de Washington à son plan de retrait.

S'interroger sur ses motivations est sans objet puisqu'elles n'ont jamais changé : renforcer la sécurité morale et existentielle d'Israël en éradiquant le mouvement national palestinien. Sharon a su, en profitant des erreurs de l'Autorité palestinienne, faire accepter aux Israéliens et à Washington l'idée qu'il n'y avait plus de partenaire pour la paix et donc plus de raisons de négocier. Toutefois, trois ans de luttes armées, les multiples initiatives informelles de paix et la pression judiciaire à son encontre l'ont forcé à reprendre l'initiative.

Son projet suscite cependant bien des réserves car il comporte des dangers même si certains de ceux évoqués (comme la prise de contrôle de Gaza par le **Hamas** où un chaos généralisé à Gaza) sont imaginaires. Il existe un risque que les activistes palestiniens les plus radicaux affirment que ce retrait est un triomphe des armes, mais cela est inévitable. Pour les Palestiniens, on peut craindre la fragmentation, la création de deux micro Palestine, l'une tournée vers la Jordanie, l'autre vers l'Égypte, et la remise aux calendes grecques d'un règlement global de la question.

Pour répondre à ces difficultés, la communauté internationale doit :

- ▶ Aider les Israéliens et les Palestiniens à administrer le désengagement.
- ▶ Affirmer les contours d'une solution globale.
- ▶ Ne pas tenter de constituer une nouvelle direction politique à Gaza au détriment de l'Autorité palestinienne.

Elwood McQuaid



Elwood McQuaid est un auteur chrétien spécialisé dans les interprétations

« Nourris dans le feu de la Géhenne »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Fed into the fires of Gehenna », par Elwood McQuaid, *Jerusalem Post*, 13 avril 2004.

Au Sud-Est de la vieille ville de Jérusalem, dans une vallée qui a donné son nom au terme biblique « géhenne », on sacrifiait autrefois des enfants dans les flammes à un dieu idolâtre du nom de Moloch. Les fidèles de ce culte furent chassés par le roi Josiah d'après l'Ancien Testament et depuis, le sacrifice d'enfants à des idoles restent une abomination qui va à l'encontre des préceptes

bibliques en faveur d'Israël. Il est le directeur de publication de la revue *Friends of Israël*.

de toutes les vraies religions.

En mars, un Palestinien de 14 ans, terrifié, a été arrêté par des soldats israéliens avant qu'il ne puisse se faire exploser à un checkpoint. Quand on l'a interrogé sur les raisons de son geste, il a affirmé qu'il croyait que 72 vierges l'attendraient au paradis en récompense de son martyr pour Allah. Quelques jours plus tôt, un enfant de 11 ans fut également arrêté alors qu'il transportait une bombe qui devait être déclenchée près d'un barrage routier. Ces épisodes font partie d'un plan calculé de Palestiniens prêts à envoyer leurs enfants dans les flammes au nom de leur dieu.

Yasser Arafat a régulièrement appelé les enfants palestiniens au martyr pour Allah et **Palestinian Media Watch** a référencé ses appels à l'Intifada. C'est un retour au culte de Moloch. Où sont les protestations des musulmans modérés qui affirment que leur religion est amour, paix et compassion ?

Bob Kerrey



Président de la New School University de New York, Bob Kerrey est membre de la Commission d'enquête sur 11 septembre et ancien sénateur démocrate du Nebraska.

« L'Irak est la mauvaise réponse »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Iraq is the wrong answer », par Bob Kerrey, *International Herald Tribune*, 13 avril 2004.

Jeudi, **Condoleezza Rice** a été un témoin spectaculaire de la **Commission d'enquête sur 11 septembre**. J'ai critiqué durement certaines de ses réponses, mais j'avais adopté le même comportement vis-à-vis du conseiller de sécurité national de **Bill Clinton**. J'ai également gardé à l'esprit durant les débats que tous ceux qui ont été membres du Congrès, c'est mon cas, ont une part de responsabilité dans ce qui s'est passé.

Je pense que ces attentats auraient dû être évités, mais je pense aussi que l'actuelle politique antiterroriste est erronée. La Guerre d'Irak est en train de créer une guerre civile qui doit réjouir Al Qaïda qui peut ainsi multiplier ses capacités de recrutement. Avant le 11 septembre, Bill Clinton a laissé passer l'occasion de frapper Al Qaïda et Ben Laden quand ils étaient moins puissants qu'ils ne le sont aujourd'hui. **George W. Bush** et Condoleezza Rice n'ont pas suffisamment tenu compte des menaces dont on les avait avertis. Je ne sais pas si j'aurais fait mieux qu'eux, mais ma mission aujourd'hui est quand même de les interroger sur ce qu'ils ont fait pour nous protéger.

Je pense aujourd'hui que le président a tort de mener une guerre au terrorisme. Le terrorisme est une tactique, pas un ennemi. Notre ennemi est un petit groupe d'extrémistes islamistes qui mène une guerre aux « infidèles ». Cela nécessite d'établir un dialogue avec le monde musulman tout en continuant le combat contre ceux qui nous ont déclaré la guerre. Washington doit également ravalier sa fierté et demander de l'aide à l'ONU en Irak.

Michael Mac Faul, Steven Everts, Urban Ahlin, Ronald Asmus, Jana Hybaskova, Mark Leonard, Michael Mertes

Michael Mac Faul est membre de la Carnegie Endowment for International Peace, de la Hoover Institution et de la National Endowment for Democracy.

Steven Everts est chercheur au Center for European Reform à Londres où il dirige le programme d'étude des relations transatlantiques.

Urban Ahlin est député suédois et président de la commission des affaires étrangères du Parlement suédois.

Ronald Asmus est directeur de recherches au German Marshall Fund (Etats-Unis).

Jana Hybaskova est ancienne ambassadrice de la République tchèque au Koweït, poste dont elle a été révoquée pour sanctionner ses critiques du manque d'investissement de son pays en Irak.

Mark Leonard est directeur du Foreign Policy Centre.

Michael Mertes est ancien conseiller du chancelier allemand Helmut Kohl sur les affaires européennes. Il est associé-gérant de Dimap Consult (Allemagne).

« L'Europe, les Etats-Unis et le Grand Moyen-Orient »

Source : Le Monde

Référence : « L'Europe, les Etats-Unis et le Grand Moyen-Orient », par Urban Ahlin, Ronald Asmus, Steven Everts, Jana Hybaskova, Mark Leonard, Michael McFaul, Michael Mertes, *Le Monde*, 13 avril 2004

Les dirigeants américains et européens ont commencé à parler de la nécessité de promouvoir un accroissement de la liberté, de la justice et de la démocratie dans le « Grand Moyen-Orient ». Les États-Unis espèrent ainsi faire un pas décisif dans la guerre au terrorisme tandis que les Européens veulent stabiliser leurs voisins du Sud et endiguer les flux d'immigration clandestine et le crime organisé. Pour cela ils veulent mettre en place une coopération pacifique avec les partenaires locaux pour aboutir à un changement de régime pacifique et démocratique.

C'est un changement d'approche décisif : par le passé, c'était le statut quo qui primait pour des raisons pétrolières ou de sécurité.

En premier lieu, le changement doit venir de l'intérieur de la région, il faut donc soutenir les activistes démocratiques, parfois durement réprimés. À chaque voyage d'un responsable politique dans la région, la question des Droits de l'homme doit être évoquée et le soutien aux démocrates affichés. Même si Washington a doublé le budget de la **National Endowment for Democracy** cela reste insuffisant. Il faut aller plus loin, notamment du côté de l'Union européenne, et par la création d'un forum transatlantique pour la promotion de la démocratie.

Il faut aussi promouvoir la sécurité dans la région. Cela passe par une résolution du conflit israélo-palestinien, un soutien à la démocratisation turque, des pressions sur l'Irak pour qu'il abandonne ses armes et le maintien d'une force de stabilisation en Irak. Nous devons travailler avec les États arabes modérés et nous inspirer du processus d'Helsinki en Europe. L'**OTAN** doit aussi jouer un rôle dans la stabilisation.

Pour mener à bien ces politiques, il faut une nouvelle génération de diplomates et de bâtisseurs de démocraties. Il faut une réorganisation des gouvernements pour qu'ils conservent ces objectifs à long terme. Il faut créer un département à la Promotion de la démocratie aux États-Unis et un commissaire à la Promotion de la démocratie et des Droits de l'homme dans la prochaine **Commission européenne**.

Salim Lone



Salim Lone, qui a dernièrement quitté l'ONU, était directeur de la communication et porte parole de l'ONU à Bagdad.

« Un soulèvement en soutien à la démocratie »

Source : The Guardian

Référence : « An uprising in support of democracy », par Salim Lone, *The Guardian*, 13 avril 2004.

Surpris par l'émergence d'une rébellion en Irak en avril et par le manque de soutien des Irakiens vis-à-vis de la coalition, certains aux États-Unis affirment désormais que les Irakiens manquent de courage pour défendre la démocratie. La réalité est tout autre et ce sont les États-Unis qui ont refusé d'organiser les élections pour garder le contrôle du pays. Par cette politique **L. Paul Bremer** a miné la crédibilité d'Al al-Sistani, qui avait appelé au calme les chiites et de **Kofi Annan**. La décision de poursuivre Moqtada al-Sadr n'a fait que mettre le feu aux poudres.

En janvier et en février, al-Sistani a demandé des élections que les États-Unis ont toujours refusé. Il a donc demandé à l'ONU son arbitrage pour décider si des élections pourraient être organisées avant le 30 juin. L'envoyé d'Annan, Lakdhar Brahimi a demandé un report des élections après la date prévue pour le transfert, ce qui signifiait que le nouveau gouvernement serait choisi par les États-Unis. Cette affirmation de l'ONU a surpris les chiites et Sistani est apparu comme impuissant. Cela a entraîné un soulèvement des chiites alors qu'aux États-Unis on débattait du stationnement de troupes en Irak sur le long terme pour s'assurer que le pays resterait sur la « bonne voie ».

Sistani retrouvera le soutien populaire dont il bénéficiait si les politiques états-uniennes évoluent vers la négociation pour mettre fin à l'occupation, mais en ce qui concerne l'ONU, les dommages seront long à réparer. L'Organisation est apparue comme pro-états-unienne, anti-irakienne et anti-démocratique. La restauration de l'image de l'ONU ne pourra toutefois se faire que si les États-Unis reconnaissent sa légitimité.

Louis J. Freeh



Membre surnuméraire de l'Opus Dei, Louis J. Freeh, est ancien directeur du FBI (1993-2001).

« Avant le 11 septembre et après »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Before 9/11--and After », par Louis J. Freeh, *Wall Street Journal*, 12 avril 2004

Comme l'attestent les attentats contre nos ambassades au Kenya et en Tanzanie en 1998, l'arrestation avant un attentat dans l'aéroport de Los Angeles d'un soldat d'Al Qaïda en 1999 et l'attentat contre l'USS Cole, Al Qaïda était en guerre contre les États-Unis avant le 11 septembre. Pourquoi, dès lors, les États-Unis ont-ils attendus le 11 septembre 2001 pour lui déclarer la guerre ?

Le président et le Congrès ont eu une réponse adéquate au 11 septembre, mais nous aurions dû déclarer la guerre au terrorisme plus tôt. À titre d'exemple, on notera que la question du terrorisme n'a pas été du tout abordée dans la campagne présidentielle de 2000. Cette absence de réaction des politiques ne veut cependant pas dire que la communauté du renseignement n'a pas sa part de responsabilité.

Depuis l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, le FBI s'est concentré sur la lutte anti-terroriste et mène des enquêtes pour empêcher de nouveaux attentats. Il a placé des agents de liaison dans différents pays sensibles pour coordonner sur place la lutte antiterroriste. Le FBI a mené de nombreuses enquêtes et progressé dans sa lutte contre Al Qaïda, mais ses ressources étaient insuffisantes. Nous n'avons obtenu d'augmentation conséquente de notre budget qu'après le 11 septembre 2001.

Nous avons inculpé avant cette date de nombreux criminels afin d'avoir la possibilité de les arrêter. Même si nous avons tout mis en œuvre contre Ben Laden, et ce depuis 1998, nous n'avons jamais disposé des moyens militaires pour l'arrêter. Je n'ai pas non plus été écouté quand je demandais un renforcement des lois sur l'immigration ou quand je demandais plus de moyens en Asie centrale. Aujourd'hui, beaucoup de ce que je demandais est rentré dans la loi grâce au Patriot Act. Nous n'avons malheureusement pas eu les moyens de combattre le terrorisme avant de déclarer la guerre.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« On ne pouvait pas réagir »

Source : Washington Times

Référence : « Unactionable », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 13 avril 2004.

À présent que le briefing présidentiel quotidien daté du 6 août 2001 a été rendu public, on peut constater qu'il avertissait bien d'un danger, mais en termes si flous qu'il ne pouvait pas entraîner de réaction pour empêcher les attentats. Il est vrai que dans certains services du gouvernement des informations circulaient sur de jeunes arabes qui prenaient des cours de pilotage sans vouloir apprendre à décoller ou à atterrir, mais à ce moment-là malheureusement, les agences de renseignement et de sécurité du pays n'avaient pas la possibilité de partager leurs informations du fait des restrictions légales et bureaucratiques. Ce sont ces restrictions qui vont devoir être étudiées par les membres de la **Commission d'enquête sur 11 septembre**. Tous les témoins devraient affirmer qu'il est nécessaire que le « Mur » qui sépare les différents services soit abattu mais, étrangement, au même moment, le Patriot Act, est remis en cause par des mouvements gauchistes et pro-islamistes qui utilisent le Parti démocrate. Cette législation pourrait ne pas être renouvelé en 2005 à cause de parlementaires de centre droit ou libertariens en dépit du soutien que lui apporte **George W. Bush**. Dès aujourd'hui, certaines mesures permettant de croiser les informations sont attaquées par les mouvements de gauche ou de droite au nom de la « protection de la vie privée ». La commission devra démontrer l'importance de la poursuite du Patriot Act.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .